



LA BIFURCATION ECOLOGIQUE... ÇA COMMENCE QUAND ?

La synthèse du dernier cycle d'évaluation du GIEC est sans ambiguïté, les émissions de gaz à effet de serre ne diminuent pas : « *Les émissions mondiales de gaz à effet de serre ont continué d'augmenter au cours de la période 2010-2019, avec des contributions historiques et continues inégales résultant de l'utilisation non durable de l'énergie, de l'utilisation des terres et du changement d'affectation des terres, des modes de vie et des modes de consommation et de production dans les régions, entre et au sein des pays, et entre individus (confiance élevée).* » (p 6 de la synthèse). Et encore : « *Les émissions nettes de GES ont augmenté depuis 2010 dans tous les principaux secteurs (confiance élevée)* » (p 10).

Au moment de la (lamentable) COP 27 en novembre 2022, le Global Carbon Project (GCP, réseau scientifique international) avait présenté ses conclusions, allant dans le même sens : les émissions de gaz à effet de serre sur le globe ne freinent pas. Selon lui, « *il n'existe aucun signe* » des réductions urgentes d'émissions de CO2 nécessaires pour mettre fin à la dégradation du climat. S'il y a une légère, très légère baisse lorsque l'on compare 2022 à 2019, elle est quasi insignifiante. Toujours d'après les estimations du GCP, les émissions totales de CO2 seraient de 40,6 milliards de tonnes en 2022 alors qu'elles étaient de 40,9 en 2019. Mais elles sont en hausse de 1% par rapport à 2021 alors qu'elles devraient baisser de 4 ou 5% par an (au moins de 6% pour la France !) pour viser à une neutralité carbone d'ici 2050.



La trajectoire est donc *suicidaire* et, sans sursaut, nous nous dirigeons droit vers *l'enfer climatique*, pour reprendre l'expression d'Antonio Guterres, le secrétaire Général de l'ONU.

Cependant, face à l'irresponsabilité criminelle des gouvernements, les initiatives se multiplient à vitesse exponentielle (c'est le principe « action / réaction » !). En recomposant des solidarités et des espaces de (relatives) « autonomes », elles forment les premiers soubassements qui préfigurent l'émergence d'un nouveau tissu social, économique et politique. Et seuls ces *nouveaux assemblages* pourront nous permettre de traverser les épreuves catastrophiques et de réellement *bifurquer*. >>

La terrible actualité (doublée d'un traitement médiatique abject), nous oblige toutes et tous à réagir et à agir pour défendre la Paix. Nous faisons nôtre la position exprimée dans le communiqué du Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens paru le 19 octobre 2023. Lire en page 16.

Novembre 2023 - Numéro 8 – 24 pages

Un mensuel gratuit pour documenter et soutenir les redirections et transitions écologiques sur la région Auvergne Rhône-Alpes !

AU SOMMAIRE

*La bifurcation écologique...
Ça commence quand ?*

Présentation de Cité Anthropocène

DOSSIER :

La redirection écologique pour nos villes (Source : Radio Anthropocène)

Belles initiatives :

Et si, vous aussi, vous donniez naissance à un « Zeybu » ?

Transitions professionnelles :

*Devenir guide ou maître composteur
Formations*

Notre sélection d'offres d'emploi

Se documenter

*Communiqué du Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens
Brèves*

AGENDA

Récits, pour faire quoi ?

Le p'tit compteur

Cette publication est envoyée à **1671 contacts** (698 associations, collectifs et 818 entreprises) et à **155 personnes**. Les groupes FB et LinkedIn rassemblent par ailleurs **380 personnes** et **46 structures**.

Pour discuter, échanger des infos, vous documenter, rejoignez nos deux groupes

Sur Facebook, c'est [ICI](#)
et sur LinkedIn, c'est [Là](#)

Les anciens numéros sont sur le site **URGENCE ECOLOGIQUE**, [ICI](#)

Nous écrire :
assorecits@gmail.com

Actrices et acteurs de la transition / bifurcation, nous devrions toutes et tous nous poser ces questions essentielles : *comment allons-nous pouvoir nous entraider efficacement ? Quels réseaux construire ? Comment mieux nous coordonner ? Mettre en commun nos expériences, nos savoirs, nos outils, nos moyens, nos énergies ?* Certes, cela n'est pas simple lorsque l'on est déjà la « tête dans le guidon » en assurant le fonctionnement et le développement de nos propres collectifs. C'est pourquoi nous avons décidé, à Récits, de nous y coller ! C'est toujours dans l'esprit de mieux diffuser les informations, les connaissances scientifiques et de documenter les initiatives, que nous nous rapprochons de **Cité Anthropocène** (voir p. 3).

Reste l'obsédante question : *comment tout cela va-t-il tourner ?* Il est bien entendu impossible de répondre à cette question, puisque, par définition, on ne peut connaître l'Histoire qu'après coup. Par contre, nous savons ce que nous avons à faire, pour nous et pour nos gosses. Et ce n'est pas rien, c'est même un vaste programme !

Car il ne s'agit pas « seulement » d'une révolution qui serait politique et sociale.



C'est l'ensemble d'un *mode de vie* qui doit être profondément chamboulé, revu et repensé de A à Z. Que ce soit sur les transports, l'habitat, le travail, l'alimentation, les objets que nous fabriquons, l'énergie, la place que nous occupons sur cette planète...

Ce n'est donc pas une dispute sur les « *petits gestes individuels* ». Nous savons bien que ces changements d'habitudes personnelles (de consommation, tri des déchets, rapport au numérique) ne représentent qu'à peine un quart, voire beaucoup moins, de la « solution ».

C'est d'une réorganisation globale dont nous avons besoin, en termes de redirection écologique des territoires. Et quand nous parlons de cette *redirection*, ce n'est pas seulement pour revoir un plan d'occupation des sols, un agencement de nos infrastructures et de nos bâtis. Ce n'est pas uniquement pour développer une agriculture sans pesticides, réaliser un nombre « x » de rénovations thermiques ou produire tant de TWh...

La *réponse* n'est pas une série de froides *actions techniques*. C'est plus que cela.

Dans une logique systémique, c'est repenser l'inscription des communautés humaines dans leur « environnement » naturel ET refonder nos relations interculturelles (il y a du boulot !).



Dit autrement, c'est cesser de vouloir tordre ce qui constitue nos biotopes à notre volonté démesurée d'humains, en massacrant la biocénose (les êtres vivants qui composent ces écosystèmes). C'est prendre conscience que nous sommes des êtres vivants parmi d'autres êtres vivants, qui ont autant le droit que nous d'être ici (n'en déplaise à celles et ceux qui revendiquent aujourd'hui des tirs « ciblés » sur les loups). C'est arrêter de penser le bonheur comme une accumulation d'objets, une « victoire » dans la compétition, une « réussite personnelle » (?), mais le trouver dans un registre bien plus « contemplatif » et poétique (sans virer au mystique !), ainsi que dans le lien avec les autres, en concevant et en ressentant autrement nos relations interhumaines.

C'est donc sans doute une affaire de *sensibilité*, de posture philosophique, plus que de calculs d'ingénieurs. Même si ces calculs, et nous en avons fait beaucoup, sont incontournables pour tracer des perspectives techniquement réalisables.

Pour nos gamins, c'est revoir de suite le système dit « éducatif » dont le contenu ne répond en rien aux enjeux du changement de civilisation à opérer (et vite !). Les institutions scolaires *n'élèvent* pas nos enfants au sens étymologique, *d'éducere*, « tirer hors de », « conduire vers ». Elles continuent à les conditionner comme si *tout allait continuer comme avant*.

C'est leur offrir, via les réseaux que nous construisons patiemment, la *possibilité* de futurs ancrages et *d'aires de résilience*.

C'est tout ce que nous pouvons faire pour eux, mais nous allons le faire !

Régis Dauxois

Cité Anthropocène

Récits travaille désormais en étroite collaboration avec Cité Anthropocène, en constatant la convergence des approches ! Nous ouvrons donc cette nouvelle rubrique qui diffusera les actualités de Cité Anthropocène et notamment de sa radio. Présentation...

« Cité Anthropocène », c'est quoi ?

NOUS SOMMES, ICI (À LYON) ET DANS LE MONDE (SUR TERRE), FACE À DES BOULEVERSEMENTS MAJEURS QUI APPELLENT À LA MOBILISATION ET À LA RÉUNION DES SOCIÉTÉS ET DES SCIENCES. UNE CULTURE COMMUNE DOIT SE CONSTRUIRE POUR ENGAGER LA BIFURCATION VERS DE NOUVELLES CONDITIONS D'EXISTENCE.

Le dernier rapport du GIEC (2022) réaffirme le consensus scientifique sur les dérèglements à l'œuvre à l'échelle planétaire : réchauffement climatique, intensification des variations météorologiques brutales, fonte des glaciers, modification des courants marins et de l'acidité des océans, généralisation des pollutions chimiques des eaux et de l'air, extinction massive des espèces, épuisement des ressources, déforestation, multiplication des mégafeux, etc. Et ce dérèglement global renforce toutes les formes d'inégalités.

Un constat : notre contexte contemporain est aussi celui de l'urbanisation généralisée du monde. Plus de la moitié des habitants de la planète vit sur des territoires urbanisés, homo sapiens est devenu en quelques décennies seulement « homo urbanus ». Aujourd'hui, il est possible de dire que chaque habitant, où qu'il habite, est relié aux modes de vies, de consommation et d'existence urbanisés. La pression environnementale liée aux nécessités des organisations et fonctionnements urbains est extrêmement forte. Les villes consomment 80% des ressources du globe et émettent massivement gaz à effets de serre, polluants et déchets. L'espace urbain est également le creuset des injustices sociales et environnementales. De ce fait même, l'urbanisation généralisée, englobant toutes les formes et les densités de métropolisation, installe ce milieu de vie où les conséquences du changement global sont et seront les plus accusées. Les politiques d'adaptation et de réorientation sont indispensables, mais elles sont largement à inventer et ne seront pas uniquement technologiques. Elles devront associer tous les territoires qu'ils soient fortement ou faiblement urbanisés, se fonder sur l'innovation, la créativité sociale, politique, culturelle et technique, la réactivation de pratiques opérantes, et s'appuyer sur l'implication des habitants.

« L'Humanité, notre propre espèce, est devenue si grande et si active qu'elle rivalise avec quelques-unes des grandes forces de la nature dans son impact sur le fonctionnement du système Terre (...). Le Genre Humain est devenu une force géologique globale ».

Steffen, W., Grinevald, J., Crutzen, P. Et McNeill, J. (2011). The Anthropocene : conceptuel an historical perspectives. *Philosophical transactions of the Royal Society*, 369(1938), 842-867.



L'association Cité Anthropocène s'est spécialisée dans la médiation scientifique et la vulgarisation des savoirs à travers plusieurs projets : Festival, veille anthropocène, cours publics, Radio Anthropocène, Editions. Des chercheurs-e-s, artistes, architectes, saisi-es par l'urgence du changement climatique assument de sortir de leurs universités pour rentrer dans l'arène et faire converser sciences, arts, et sociétés.

L'association Cité Anthropocène prend la suite des activités de l'Ecole Urbaine de Lyon. Son but : illustrer les problématiques qui participent au changement global et contribuer à l'invention de nouveaux récits en vue d'une redirection écologique des territoires.



Ressources bibliographiques pour aborder et approfondir le champ d'études de l'Anthropocène *patiemment rassemblées par Bérénice Gagne.* Une page précieuse à parcourir, explorer, compléter, partager. Merci Bérénice ! C'est [ICI](#).



Pour écouter la **Radio** c'est [ICI](#) !

Vous trouverez sur le site de la radio de très nombreux podcasts, les derniers étant réalisés dans le cadre de la semaine climat 2023, organisée par la mairie de Lyon 1^{er} Arrondissement. Pour cette première rubrique « Cité Anthropocène », Récits a choisi de retranscrire des extraits de l'échange qui a eu lieu sur le thème « Quelle redirection écologique pour nos villes ? »... Ce sera notre dossier du mois !

Radio Anthropocène (RA) : « Au programme, une heure de discussion pour réfléchir ensemble au dérèglement climatique et plus spécifiquement à la question de la redirection écologique des villes et des territoires. (...) J'ai le plaisir d'être en compagnie de trois invités : Sylvain Godinot, Madeline Malhaire et Wolfgang Cramer (...).

Wolfgang Cramer, vous êtes géographe de formation, directeur de recherche au CNRS, à l'institut méditerranéen de biodiversité et d'écologie marine et continentale à Aix en Provence. Vous êtes contributeur du GIEC depuis 1995 et auteur du volet du groupe de travail 2 du sixième rapport de 2022. Vous nous aidez à dresser un constat éclairé sur les enjeux climatiques contemporains.

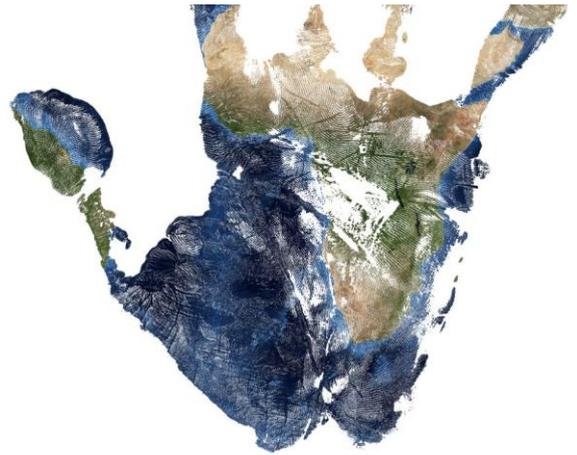
Madeline Malhaire, vous êtes directrice adjointe chez les *Passagers des villes*, une agence urbaine qui réunit une équipe pluridisciplinaire d'architectes, d'urbanistes et de paysagistes et qui vise à construire l'urbanité des territoires. Vous nous aidez à porter un regard précieux sur la fabrique de la ville contemporaine.

Sylvain Godinot, vous êtes élu de la Ville de Lyon, deuxième adjoint chargé de la transition écologique et du patrimoine. Vous avez notamment la charge de la politique de résilience de la ville et du plan d'action climat-Air-Energie territorial (PCAET). Nous reviendrons avec vous sur la manière d'envisager la transition de la ville de Lyon, notamment à travers le plan « Lyon 2030 ».

J'aimerais que l'on commence cet échange par quelques éléments de constat. Non pas pour tomber dans le « catastrophisme » mais par rigueur scientifique (...).

Wolfgang Cramer (...), *qu'est-ce que vous reprenez par exemple du dernier rapport du Haut Conseil pour le Climat, paru récemment (...)* ?

Wolfgang Cramer – Si l'on essaye d'éliminer le catastrophisme du discours sur le climat, cela rend déjà les choses un peu difficiles ! Nous sommes actuellement dans une situation où, depuis des décennies (pour rappel le GIEC a été créé en 1988), nous avons fait une synthèse du savoir scientifique sans cesser de constater que nous ne sommes pas



sur une trajectoire vers un monde qui correspond à l'accord intergouvernemental sur le climat qui a été signé en 1992 à Rio (...).

C'est ce que le Haut conseil pour le climat décline (...) pour la France. Et il constate que nous ne sommes pas en route pour éviter les grandes catastrophes. Ce qu'il faut retenir (...) c'est que le changement climatique n'est pas un problème local, c'est un problème à l'échelle de la planète. Ce que nous faisons ou ce que nous ne faisons pas, au niveau de l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre, cela a un impact sur toute la planète. Je ne peux pas dire cela sans penser (...) à la ville de Derna en Libye qui a vu s'effacer des quartiers entiers (...) suite à un événement climatique qui était clairement renforcé (pas provoqué mais renforcé) par le changement climatique et par les émissions des GES des pays riches (...).

RA – On entend parfois certains climatosceptiques qui nous disent « oui, mais la France ne représente que 1% des émissions mondiales », qu'est-ce que vous en pensez ?

Wolfgang Cramer – J'ai toujours la même réponse. Quand je regarde les impôts, pour le budget national de la France, cela n'a aucune importance si je paye des impôts ou pas (à l'échelle individuelle, ndlr). Parler de la solidarité c'est souvent compris comme une « belle formule ».

Sauf que nous sommes responsables, non seulement pour une très grande partie des émissions, mais ces « quelques % » ce sont des quantités énormes ! Historiquement c'est encore plus important. Personne sur la planète n'a la possibilité de se déclarer en-dehors de la nécessité de se mettre à zéro, et le plus vite possible, pour ces émissions de GES.

On ne peut pas donner des leçons aux autres sans utiliser chez nous les possibilités de mettre les GES à zéro.

RA – Sylvain Godinot (...), nous le disons souvent sur cette radio : l'anthropocène pourrait être considéré comme un « urbanocène ». Que pensez-vous de la responsabilité des modes de vie urbains dans le changement climatique en cours ?

Sylvain Godinot – Nous savons qu'aujourd'hui la majorité de la population mondiale habite en ville (...). Nous savons aussi que les émissions de GES sont faites à plus de 60 % par les territoires urbains. Il y a clairement une responsabilité des villes à trouver des modes « d'habiter » qui contribuent à la solution (...). La Ville de Lyon s'est engagée dans une démarche qui consiste à viser la neutralité climatique le plus vite possible avec un engagement à 2030. (...). Le problème de fond, c'est notre dépendance aux énergies fossiles (...). C'est une drogue, une drogue dure dont on ne sait pas se passer aujourd'hui. [Avec] le modèle capitaliste occidental - c'est quand même l'Europe qui l'a promu en premier (...) - on impose une vision du monde qui tend à dire que notre mode de vie est « *le plus souhaitable sur la planète* ». [C'est] une vision qui tend à s'imposer comme modèle culturel dominant. A partir de là, nous avons une responsabilité à chercher des solutions. Je ne dis pas que l'on doit trouver « la » solution, je dis que l'on doit trouver des solutions car je pense qu'il y a plusieurs modes de vie possibles. Et puis les villes existent depuis bien avant la révolution industrielle ! Si nous remontons à Lugdunum, nous allons trouver un « mode d'habiter » à Lyon qui était déjà « urbain » (c'était déjà une grande ville à l'époque) et qui n'était pas générateur de changement climatique. Je ne dis pas qu'il faut revenir à la ville antique, mais je dis qu'il y a des « modes d'habiter » urbains qui ne sont pas générateurs du dérèglement climatique (...).

RA – Nous reviendrons sur les questions des solutions (...), mais, question subsidiaire, je vois que vous êtes élu à la transition écologique et au patrimoine. Un historien français, Jean-Baptiste Fressoz, appelle à l'arrêt de l'utilisation de ce terme. Qu'est-ce que vous en pensez de ce terme de transition ?

Sylvain Godinot – (...) Je pense qu'il n'y a pas de bon terme aujourd'hui pour décrire une trajectoire et un imaginaire [du] futur que l'on ne sait pas préciser. Le problème de la transition, c'est que l'on dit « *on transitionne* » vers « *quelque chose* » qui n'est pas du tout clair dans l'esprit des gens. D'ailleurs il suffit de parler avec trois spécialistes de la transition pour voir qu'ils n'imaginent pas le même futur ! C'est un terme fourre-tout et qui va être très rapidement galvaudé comme le « développement durable » qui est quasiment mort-né.

Pour rebondir sur la pensée de Jean-Baptiste Fressoz, il dit « *qu'il n'y a jamais eu de transition, énergétique* », puisque « *toutes les énergies se seraient additionnées* ». C'est certes vrai au niveau mondial, mais c'est faux au niveau national et local. La consommation de charbon en France, a diminué, c'est un fait (...). Alors, oui, nous avons libéré du charbon disponible pour les chinois, on peut le voir ainsi... Cela n'empêche pas qu'il y a des territoires qui apprennent à se passer du charbon, et progressivement du pétrole (...). Je pense qu'il y a débat sur la vision de J-B Fressoz, même si je le trouve très intéressant.



RA - Madeline Malhaire, (...), l'Anthropocène, c'est aussi le moment au cours duquel l'artificialisation des terres et des territoires a été majeur. Le béton est l'un des marqueurs de cette période. Comment ce « nouveau régime » interroge vos pratiques ?

Madeline Malhaire – Nous réfléchissons à ces questions depuis les années 1990. Aujourd'hui, nous sentons bien qu'il y a une forme de radicalité à avoir. Nous sommes, pour autant, maîtres d'œuvres et nous répondons à des commandes... Il faut que l'on travaille à différentes échelles.

D'abord en *anticipant* : nous faisons de la *prospective d'urbanisme stratégique*, en essayant « d'aller chercher » les élu-e-s mais aussi les techniciens (...) sur des réflexions plus poussées qui pourraient donner lieu à des commandes effectives.

Ensuite, nous intervenons sur de la maîtrise d'œuvre, sur l'espace public, où (...) nous mettons en œuvre tous les « D », (désimperméabilisation notamment), qui sont nécessaires, essentiels et qui travaillent aussi la *désirabilité* des villes. Nous n'allons peut-être pas échapper à ce qui arrive, par contre nous pouvons essayer de [nous] adapter (...).

En tant que maître d'œuvre, il faut que l'on rende possible le fait de pouvoir encore vivre en ville (...). Il y a derrière cela la question de *l'équité territoriale* (...). Nous travaillons dans les quartiers en renouvellement urbain et nous nous posons la question de ne pas [seulement] faire du « rattrapage » vers une normalité basique mais de passer déjà le cran d'après (...).

RA - Wolfgang Cramer (...) j'aimerais vous entendre à propos de la politique de la « planification écologique à la française » (...). Nous avons lu les mots de Jean Pisani-Ferry, dans les colonnes du Monde, qui a déclaré « qu'il manquait un grand récit, un récit mobilisateur pour participer à cette planification écologique » ?

Wolfgang Cramer – A priori, je soutiens l'idée qu'il faut une *planification*. Même si c'est un peu étonnant que cela arrive dans un cadre démocratique parce que c'est plutôt un concept qui a été développé dans l'Europe de l'Est et quasiment dans le stalinisme, mais ce n'est pas grave. Que l'on se mette d'accord sur les objectifs et comment amener cette transition, je soutiens (...). Mais ce que l'on observe, dans la mise en place de la transition telle qu'elle a été proposée par le gouvernement français, c'est que *ce n'est pas une transition* ! C'est un traitement de certains symptômes, des investissements supplémentaires mais insuffisants dans certaines formes « un peu vertes » des transports et des logements (...).



On oublie la partie de la transition qui est également importante et qui est *l'équité*, ainsi que le fait *d'arrêter ce qui est destructeur* : se donner, par exemple, des moratoires pour les autoroutes ou pour des projets d'extension d'aéroports. On ne peut pas « transitionner » - c'est en quelque sorte ce que des historiens comme Fressoz et d'autres observent – sans arrêter ce qui est « vieux » ou en ajoutant d'autres choses (nuisibles, NDLR).

C'est ce qui se passe avec la transition *telle qu'elle est proposée* (...). Tant que l'on ne discute pas de l'autoroute A69, ce n'est pas sérieux (...).

RA – Question à Sylvain Godinot. Alexandre Monnin parle de ce renoncement qui doit être politisé. Il parle également de la nécessité de fermer un certain nombre d'infrastructures ruineuses. Est-ce que ce sont des éléments que vous intégrez dans votre politique de transition ?

Sylvain Godinot – Je n'ai pas en tête d'infrastructures ruineuses que l'on ait prévu de fermer... Par contre, dans le cadre de la campagne électorale 2020, il y en a une que l'on a décidé clairement d'enterrer, c'était le *contournement ouest de Lyon*. (...) et le sujet a été remarquablement enterré ! (...) Après, la Ville de Lyon, c'est une ville qui est déjà très construite. Il n'y a plus beaucoup de territoires à urbaniser. Ce serait difficile de nous « coller » un entrepôt Amazon dans Lyon ! C'est difficile de rouvrir des industries même s'il y aurait un sujet sur la réindustrialisation du pays à traiter (...) Nous avons peu d'infrastructures de type *grands projets inutiles* qui pourraient arriver dans la ville (...). Par ailleurs, les compétences de la ville font que nous n'avons pas à nous interroger sur un certain nombre d'activités que l'on pourrait juger nuisibles au climat (...).

RA - . Madeline Malhaire, (...) A quoi faudrait-il renoncer d'après vous ?

Madeline Malhaire – Nous avons travaillé très récemment sur la neutralité carbone du grand Genève à l'horizon 2050. Grand sujet et grande difficulté aussi, de réfléchir et d'amener à réfléchir sur cette question du renoncement (...). Avec le renoncement il faut réfléchir à des « *réattachements* » ou à des nouveaux désirs, ou à des choses qui permettent de ne pas faire que « renoncer ». Lorsqu'on dit à un élu « *votre super village de marques, il n'a pas de raison d'être* », alors qu'il y a des financements, des projections, des emplois, on ne peut pas dire juste « stop » ! Cela va être peu entendable. Donc, qu'est-ce que l'on valorise ? Et c'est là qu'il faut faire le lien avec cette question du récit et de la désirabilité (...).

RA – Sylvain Godinot, on le voit, l'écologie est souvent vue « punitive ». Comment construit-on de l'acceptabilité sociale dans la transition ? Et même plus que de l'acceptabilité, comment invente-t-on de la désirabilité ? (...)

Sylvain Godinot – L'essentiel du mandat qui se joue actuellement à la Ville de Lyon, comme à la Métropole, se passe sur deux sujets qui sont le *report modal des mobilités* (avec notamment le développement des transports en commun, du vélo, de la marche à pieds, de tous les modes sauf celui de la voiture individuelle), et la *végétalisation de la ville*. Notre objectif est bien de rendre le territoire plus agréable à vivre pour les habitants (...) en leur permettant de se déplacer d'une façon plus efficace, plus apaisée, moins bruyante, moins polluante (meilleure qualité de l'air). Aujourd'hui si le vélo a un tel succès, ce n'est pas

« juste » parce qu'il n'émet pas de CO₂. C'est d'abord parce qu'il est le mode de déplacement le plus rapide et le plus agréable dans tout le centre-ville dont Villeurbanne. (...) De la même façon, la ville végétalisée est plus agréable que la ville minérale (...).



Je voulais revenir sur la *planification écologique* et le *récit*.

Pour moi, cela n'a strictement rien à voir. On a su planifier en-dehors des régimes communistes. Sous la France de De Gaulle, nous avons planifié. Si nous avons un programme nucléaire qui s'est développé de la sorte, c'est bien parce que le Président de la République a appelé le président d'EDF et lui a dit, « vous me faites tant de réacteurs par an et on ne discute de rien » ! (...) Nous avons eu un *commissariat au Plan* qui a été célèbre au niveau international. Et c'est bien une vision libérale qui a tué tout cela (...). Par contre, c'est une approche d'ingénieur, technocrate, qui ne crée aucune désirabilité (...).

Aujourd'hui, nous avons une difficulté parce que le discours dominant c'est : « on va arriver à concilier des aspirations des classes supérieures » en leur disant « vous garderez vos portefeuilles d'actions (...) de chez Total, de chez Air France, Airbus et compagnie », « vous garderez le droit de vous déplacer en avion, de façon illimitée sans rien payer du tout »... Et aux classes populaires, on leur dit : « vous aurez le droit de continuer à utiliser votre vieille bagnole et de manger votre barbecue le dimanche ». En fait, nous sommes dans un double discours qui ment à tout le monde et qui essaye de faire croire que l'on ne va pas avoir besoin de bifurquer !

Autre point que je voulais souligner, « *adaptation versus atténuation* ». Nous ne pouvons pas choisir. Aujourd'hui, l'adaptation c'est quoi ? Nous sommes en train de dire « nous allons adapter nos territoires à un climat plus chaud ». Sauf que le climat ne va jamais s'arrêter de « chauffer » tant que l'on ne traite pas l'atténuation (réduction des émissions, NDLR). C'est un peu comme de regarder cramer la ville en se disant « est-ce que l'on éteint l'incendie »

ou « est-ce que l'on évacue les populations » ? Et bien vous n'avez pas le choix : il faut faire les deux à la fois (...).

Actuellement nous sommes en train de constater que les territoires des tropiques vont devenir inhabitables : on va régulièrement passer les 50° C, nous allons avoir des températures qui deviennent mortelles pour les populations (...). Nous sommes en train de brûler une partie de la planète. Il va falloir évacuer les populations de ces territoires et les redéployer sur le reste du monde, ce qui ne va pas être simple et, en même temps, il va falloir baisser nos émissions le plus possible pour justement limiter les territoires inhabitables (...).

Quand nous parlons de renoncement (...), cela veut dire qu'il va falloir faire un arbitrage entre les constructions neuves et les réhabilitations de bâtiments. Truffaut est un bon exemple : nous avons été sur une rénovation énergétique performante de la fin des années 2010. Ce n'est plus cela que nous ferions aujourd'hui (en termes d'adaptation au changement climatique). Cela ne va pas assez loin. Il n'y a pas assez de protection solaire. Donc, le bâtiment vient d'être livré mais il va être très inconfortable l'été parce qu'il n'a pas assez inclus l'adaptation. Chaque fois que nous touchons à un bâtiment, il faut intégrer ce double enjeu « *adaptation / atténuation* », et concrètement cela se traduit (...) par des surinvestissements à très court terme (...). Nous sommes devant une décennie de surinvestissements, ce qui va nous poser des soucis parce qu'ils vont se faire au détriment d'autres choix. Nous allons avoir l'enjeu de construire moins de bâtiments neufs, ce qui dans une ville où la population augmente beaucoup moins rapidement qu'ailleurs est moins problématique. Mais nous avons quand même des quartiers en fort développement dans lesquels nous avons besoin de continuer à construire des écoles, des bibliothèques, des crèches, etc. Les choix vont rester compliqués, même pour la Ville de Lyon.



RA –Wolfgang Cramer, une réaction à ces éléments ?

Wolfgang Cramer – Je voulais revenir sur la transformation urbaine. Ce qui me frappe c'est qu'il y a quand même des décennies de recherches, des observations (...) qui montrent que la *piétonnisation* (...) rencontre des résistances initiales, surtout chez les commerçants.



Ces résistances disparaissent au bout de très peu de temps parce que ces mêmes commerçants, avec peu d'exceptions, reconnaissent [que l'amélioration] de la qualité de vie dans la ville (...), *c'est bien pour eux aussi !*

Cela fait trente ans que l'on voit les mêmes phénomènes se passer. Chaque fois, un nouveau projet de piétonnisation se met en place, (...) et l'on rencontre les mêmes résistances ! En tant que chercheur, cela me pose question (...) car même si à ce niveau (...) les choses que l'on observe (...) ne sont pas acceptées pour les nouveaux projets, c'est très étonnant !

(...) Il y a des récits positifs à trouver dans les villes, (...) dans le domaine de l'agroécologie ou dans le bâtiment en général. Et même dans le secteur industriel. (...)

Encore une fois, c'est un point qui n'est pas du tout traité par la fameuse transition écologique proposée par le gouvernement français. Et non plus par d'autres pays en Europe. Je suis d'origine allemande et nous avons les mêmes soucis, parce que nous avons une situation gouvernementale où les « poids-lourds » du secteur industriel ont visiblement un plus grand impact sur la politique concrète (...) que la population (...).

RA - . Madeline Malhaire, est-ce que vous sentez une sensibilité croissante chez vos commanditaires et les destinataires des projets ? Si oui, comment on embarque les habitants pour construire avec eux cette désirabilité écologique ?

Madeline Malhaire – (...) notre rôle, c'est d'essayer, à chaque fois, de proposer (...) de faire d'autres choses que celles qui sont dans le cahier des charges pur et dur. Nous avons aussi un bâton de pèlerin.

Nous sommes maîtres d'œuvre, donc nous répondons à des commandes, et nous sommes un peu « entre deux ». C'est difficile de faire autre chose que ce que l'on nous a demandé de faire. Mais pour autant, il faut faire ce *pas de côté* (...).

Sur l'*acceptabilité*, je ne pense pas que la transition écologique soit confortable, donc à un moment donné, il faut aussi aller « dans le dur » (...). Mais quand nous parlons de *santé des enfants*, il n'y a pas de « sujet » [tout le monde s'accorde]. Quand nous parlons d'*alimentation saine* ou de *qualité de l'air*, il n'y a pas de sujet non plus.

Les moyens à mettre en œuvre sont parfois mal vécus (comme imposés et non respectueux du choix individuel) (...). [Mais] nous pouvons faire la preuve que l'on peut vivre mieux dans des quartiers, qui ne seront pas aménagés toujours de la même façon, mais où l'on peut faire courir ses gamins en bas de chez soi. Cela peut convaincre.

RA – (...) Selon le rapport de l'institut Copernicus, nous aurions déjà franchi la barre des 1,4° C de réchauffement climatique par rapport à l'ère préindustrielle. Pourtant, le climato scepticisme et son pendant, le climato rassurisme essaient encore. (...) Comment l'expliquez-vous ? Et finalement, quel ton utiliser « pour convaincre », puisque les éléments de contenu, visiblement, ne suffisent pas et que le catastrophisme – ou ce que l'on pourrait parfois qualifier de catastrophisme – semble peu entraînant ?

Wolfgang Cramer – Chacun de mes collègues scientifiques va avoir sa réponse personnelle à ces questionnements. Je crois que, pendant longtemps, nous avons effectivement cru que la *pure présentation des faits scientifiques* (des chiffres, des cartes, des illustrations, des schémas...), allait rentrer dans le récit, que les décideurs et le grand public allaient réaliser qu'il fallait changer de cap et « faire autrement ».



C'était clairement naïf. Nous le savions, mais nous n'avions pas d'autres moyens.

Surtout, il y a toujours eu cette idée, chez beaucoup de scientifiques, qu'il fallait ce récit « positif ». Qu'il ne fallait pas « faire peur ». Qu'il ne fallait pas, par exemple, exprimer la peur que nous ressentions

nous-mêmes. Qu'il ne fallait pas être anxiogènes, et toujours montrer que « tout allait bien ». (...) Je reviens à la catastrophe en Libye, qui a déjà complètement disparue des [médias] même avant la guerre qui s'est déclenchée le week-end dernier (...). Les catastrophes sont là. Il faut faire face. Il faut reconnaître qu'elles vont se multiplier, s'aggraver, du moins si nous ne prenons pas des mesures beaucoup plus importantes.



Je n'ai pas d'autres choix que de parler de cela. Je ne peux pas m'arrêter « *pour ne pas être anxiogène* », (...), [même si] cela provoque dans le discours public un contre-courant [avec] des forces qui vont utiliser tous les moyens de marketing, de fake news pour créer un discours autre que le mien... Je ne peux pas l'éviter.

Dans un certain sens, cela me montre même que la *sensibilité* est là. Si vous dénoncer une chose et que « *personne n'est contre* », visiblement vous ne touchez absolument rien ! Si vous réalisez qu'il y a, par exemple, une partie de l'industrie du pétrole qui dépense des sommes importantes (comme elle l'a fait depuis 30 ans) pour produire des fake news, et bien vous réalisez que vous êtes sur quelque chose d'important !

(...) Heureusement, nous sommes encore dans une situation sociétale où nous pouvons dénoncer cela, où nous pouvons parler ouvertement et informer toute la population que ces dérives ont lieu.

Après, je n'ai pas de solution magique. Je crois à l'engagement que l'on voit chez un grand nombre de mes collègues scientifiques [qui vont] au-delà de la pure présentation des faits et s'engagent dans la lutte contre certains projets climaticides ou mauvais pour l'environnement. (...) J'essaie de soutenir cela. J'espère - je n'ai pas de preuves - que cela créera un autre débat sur la place publique pour que (peut-être ?) notre crédibilité par rapport à nos propres récits, nos propres constats soient encore mieux reconnue.

De toute façon, je fais partie des gens qui disent que *l'on n'a pas de choix* (...). Rester chez moi et dire « *je suis contre le changement climatique* », mais en continuant de consommer [de la même façon], c'est une prise de position qui, à mon avis, n'est plus acceptable. Dans un sens, il n'y a pas [d'obstacle] à s'engager d'une façon concrète, visible et personnelle, sur la place publique.

RA – Sylvain Godinot, comment vous emparez-vous de ces discours scientifiques (...) ? Pour être élu-e, il faut des électeurs.trices et ces faits sont peu favorables à une élection... Alors comment fait-on pour construire de l'adhésion et une responsabilité collective ?

Sylvain Godinot - Je voudrais revenir sur cette opposition entre peur et acceptabilité. La peur, c'est une émotion très forte et je comprends tout à fait le commerçant qui a peur quand on lui dit que l'on va piétonner la presqu'île (...).

En face de cela, nous ne pouvons pas mettre l'acceptabilité. *L'acceptabilité* ce n'est pas une émotion, cela ne fait pas bouger quelqu'un (...). En face, il faut que nous ayons du désir. Et pour avoir du désir, il faut que nous ayons de l'envie (...). Je pense qu'il y a d'abord ce travail à faire sur *les récits*, mais qu'ensuite il y a une chose que l'on ne prend pas assez en compte aujourd'hui. C'est l'accompagnement au changement.



Nous savons que nous devons changer *très vite*, que nous devons changer le plus vite possible (...). L'une des choses que nous devons absolument faire, et rapidement, c'est intégrer le fait que *cela coûte de l'argent* (...) et de l'argent public !

Dès 2024 / 2025, avec l'Agence des mobilités, nous allons avoir un fort renforcement du conseil de la métropole sur la *mobilité*. De la même façon, il faut que l'on développe [des actions] sur *l'alimentation*, ce qui est un autre levier immédiatement mobilisable. Si nous voulons que les ménages acceptent une alimentation beaucoup plus végétale,

ce n'est pas en leur répétant que « cela évite les cancers ». Si [cet argument] marchait, nous devrions tous arrêter de fumer... Et il y a encore pas mal de fumeurs.

Encore une fois, ce n'est pas *l'information rationnelle* qui permet aux gens de changer, c'est le fait que l'on se penche sur leur cas particulier (...).

Sur l'alimentation, sur la mobilité, sur la rénovation de l'habitat, nous avons la possibilité d'aller très vite, beaucoup plus vite qu'on ne le croit. A condition d'accepter de mettre des troupes en face, des bataillons de gens dont c'est le métier (...). Mon message c'est aussi un message d'encouragement aux jeunes. Nous avons besoin de *spécialistes de la transition*, non seulement dans les métiers de l'ingénierie - et nous en manquons cruellement - mais aussi dans les métiers des *sciences humaines et sociales*.

RA – Madeline Malhaire, nous parlons d'évolution de modes de vie et de pratiques. Le changement global a bouleversé votre manière de concevoir des projets urbains. Vous avez, chez Passagers des villes, conçu plus de 500 projets en France et en Suisse. Finalement, quelles seraient les formes urbaines pour la ville de demain (...)?

Madeline Malhaire – Comme je le disais, les formes urbaines sont multiples (...). Notre métier est un peu délicat parce que nous devons faire des projets pour des gens qui ne seront peut-être plus là demain (renouvellement urbain) (...).

Je n'ai pas envie de parler de formes urbaines figées. J'ai envie de parler d'ambiance, de la capacité à être dehors sous des températures chaudes. Encore une fois, c'est pouvoir laisser les enfants jouer dehors parce qu'il fera peut-être un peu plus frais le soir et que nous devons sans doute décaler nos rythmes. Il faut pouvoir prévoir ces sujets-là.

J'ai envie de parler de confort dans les logements, en hiver comme en été, d'arbres, de senteur, d'avoir encore des floraisons à différentes époques, de ne pas mettre que des palmiers (parce que ce serait, soi-disant adapté, alors qu'ils évaporent peu et que c'est hyper triste !). J'ai envie de parler de biodiversité urbaine comme on parle de biodiversité animale et humaine. C'est cela aussi qui fait la ville.

« La ville de demain », c'est donc une ville plus souple, que l'on peut mieux adapter, sans avoir tout à démolir pour reconstruire.

Dans nos pratiques, nous sommes aussi bousculés par la génération qui arrive. Dans les entretiens d'embauche que je fais passer (...), les étudiants en sortie d'école sont très motivés.

Cela donne aussi envie et confiance.

Pour reboucler avec un petit clin d'œil dans le cadre de *l'Agora 2030* (c'est le collectif qui a été appelé par la Ville de Lyon pour participer à la neutralité carbone) nous avons de nombreux échanges sur ces temporalités (...). Dans l'assemblée, il y a quelqu'un qui disait « *moi je suis passé d'éco-anxieux à éco-vénère* ». J'ai bien aimé la formule (...). En fait, la nécessité c'est celle de la mise en action.



RA – A ce titre, Sylvain Godinot, est-ce que vous pouvez nous dire quelques mots de cette démarche de Lyon 2030 et de cette vision d'une ville souple, adaptable et malléable, je ne sais comment le formuler ?

Sylvain Godinot – *Lyon 2030*, c'est le constat que les pouvoirs publics ne peuvent pas tout et que cela ne sert à rien d'arriver à des bâtiments tous passifs à la Ville de Lyon si, en même temps, les habitants ne changent pas leur mode de vie ou si les entreprises ne rénovent pas leurs bâtiments.

L'idée, c'est de dire qu'il faut *une approche territoriale* et non une *approche d'administration*, et de proposer à des acteurs motivés (volontaires), de différents types (entreprises, syndicats professionnels, acteurs de la recherche et de l'innovation, de l'enseignement, acteurs citoyens, associations diverses, acteurs publics et parapublics...), de travailler ensemble pour construire à la fois une vision collective qui soit motivante (...) et des pistes d'actions immédiates (...).

Sur le fait d'être « éco vénère », c'est déjà un progrès par rapport à « éco anxieux », mais, encore une fois, on n'est pas dans le désir, on est dans la colère. Et la colère ce n'est pas la même capacité d'attraction que des gens heureux, qui ont la « patate » et qui vous proposent quelque chose de sympa... Nous avons besoin de militants qui sont dans la lutte (...) et il y a besoin aussi de gens qui font adhérer la population parce qu'ils ont des propositions d'actions désirables et concrètes.

Le pendant de la vision collective, ce sont des *conventions de partenariats* entre la Ville et chacun des acteurs pour dire « *par quoi on commence* » (...). J'espère que, demain, il y aura des conventions de partenariats ou des partenariats informels entre tous les acteurs de la démarche.

Typiquement, un acteur du fret et de la logistique va pouvoir proposer une solution à un acteur ayant des besoins de mobilités qu'il ne sait pas traiter.

De la même façon, nous avons des spécialistes de la rénovation, de l'aménagement et de l'urbanisme, qui vont amener des solutions à d'autres acteurs qui se disent « *comment j'embarque ma Direction Générale dans un projet de travaux ?* ».

L'idée est aussi de faciliter des passerelles et de créer du lien (...).

Nous n'avons pas encore évoqué la question de la *résilience*, mais nous allons au-devant d'un certain nombre de crises (...). Ce qui va nous permettre de résister (...), c'est notamment le lien entre tous ces acteurs.

RA – (...) Wolfgang Cramer, nous discutons d'une inflexion de nos modes de vie comme un moyen de remédier au changement global qui est en cours. Peut-être que je me trompe, mais je crois que si chacun des français assurait les « écogestes », l'empreinte carbone n'en serait diminuée que de 25%, approximativement ?

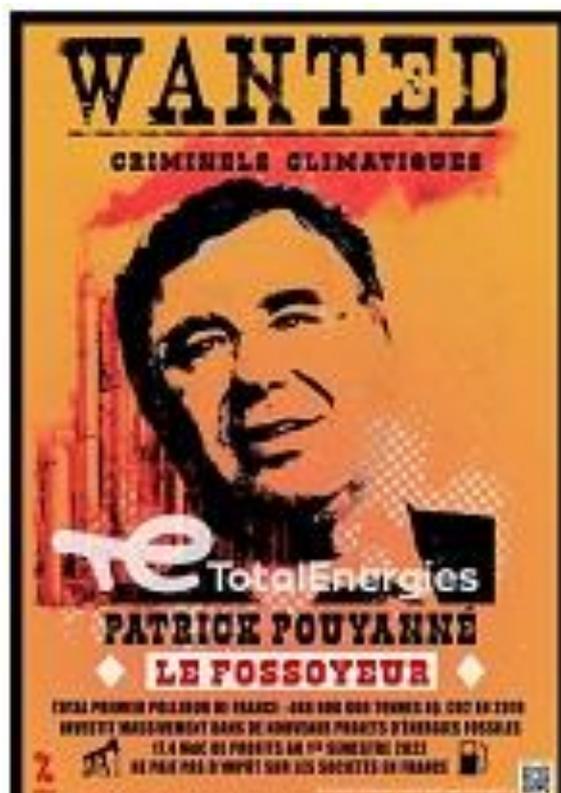
L'objectif étant d'atteindre deux tonnes équivalent carbone en 2050 (...). Est-ce que le changement d'inflexion des modes de vie est suffisant ? Sachant que, comme vous le disiez, il y a des criminels climatiques, il y a des grandes infrastructures et des industries qui continuent d'augmenter leurs investissements dans des projets écocidaire et qui sont poursuivies au pénal pour climaticide comme c'est le cas de Total...

Wolfgang Cramer – Je n'ai pas le chiffre exact non plus pour les écogestes mais il est clair que c'est limité. En même temps, c'est très important. C'est comme avec la question initiale sur le rôle de la France au niveau planétaire. On ne peut pas lâcher sur *une partie du problème* juste parce que sa « contribution » est inférieure à d'autres (...). [De plus], il n'y a pas que le climat qui compte. Il y a des ressources qui sont limitées. Beaucoup de nos activités ont un impact sur la biodiversité qui est indépendante du changement climatique.

La première partie de la réponse, c'est effectivement les éco gestes, le tri des déchets, la réduction des déplacements en voiture ou en avion, l'arrêt du gaspillage (...). Après, [c'est] la transformation systémique de notre façon de produire l'énergie,

notre façon de consommer, d'offrir des infrastructures pour que les gens y vivent. C'est *l'urbain* mais c'est aussi le *rural* et la connexion entre les deux (...).

Tout ce qui est ferroviaire par exemple. Ce n'est pas un miracle mais nous avons déjà réussi, je veux dire au XIXème siècle : il y avait une politique des transformations pour rendre le ferroviaire accessible dans tous les départements. Pourquoi nous n'aurions pas cela aujourd'hui ? Nous n'avons pas les moyens ou nous ne faisons pas les choix ? Il y a des *changements structurels systémiques* qui sont tout à fait possibles (...).



Sur le rôle des véritables industries destructrices, des industries connues pour la production des fake news et du greenwashing, je n'ai pas de moyens miracles pour résoudre ce problème, mais encore une fois, utilisons l'espace public pour le dénoncer, soyons clairs dans notre communication.

Si quelque chose est financée par l'industrie du pétrole, il y a peut-être un problème !

Cela concerne aussi le monde de la recherche. Il ne faut pas l'oublier : une grande partie de la recherche dans les établissements publics en France et ailleurs *est financée par l'industrie climaticide*.

Il y a plein de chantiers mais nous ne sommes pas sans moyens pour nous battre (...).

RA – Un grand merci à tous les trois !

Et à bientôt sur les ondes de [Radio Anthropocène](#).

ET SI, VOUS AUSSI, VOUS DONNIEZ NAISSANCE A UN « ZEYBU » ?

L'association « **Les amis du Zeybu** » a été créée en juillet 2009, à **Eybens**, petite ville de 10 000 habitants au sud de l'agglomération grenobloise. Oui, mais c'est quoi ce *Zeybu* !? Aux origines du projet, il y a la disparition de l'épicerie du quartier des Maisons-Neuves, en octobre 2008. Un groupe d'habitants, soutenu par la ville, s'organise pour un projet original et innovant. Ce projet va intégrer :

- une distribution alimentaire en circuit court, avec un principe de solidarité : « la boucle alimentaire »,
- une organisation pour renforcer les liens sociaux et développer l'écocitoyenneté,

L'objectif du projet est de créer ou recréer du lien social au niveau du quartier à partir d'un projet accessible à toutes et tous.

Le fonctionnement du ZEYBU

Les membres font leurs commandes sur internet via un logiciel (le Zeybux). Ensuite, le Zeybu Marché se tient une fois tous les quinze jours. Il se déroule dans le local du Zeybu.

Le jour du Zeybu marché, les producteurs livrent les produits commandés. A chaque fois, ces producteurs font un don en nature proportionnel aux commandes (**dons solidaires**). Les zeybuliennes et les zeybuliens ☺, s'auto-organisent bénévolement pour la distribution. Les produits sont vendus à *prix coûtants*.

Avec la vente des dons solidaires, achetés par les adhérent.es en plus de leurs commandes, va pouvoir se mettre en place un circuit de solidarité. Explications.

La boucle solidaire

Cette vente des *dons solidaires*, va en effet permettre d'avoir de quoi créditer le compte des adhérents relevant de l'aide alimentaire. C'est un principe redistributif qui permet aux adhérent-es en situation de difficulté économique de pouvoir venir s'approvisionner au Zeybu Marché, grâce à une aide financière mais sans « marqueur social » c'est-à-dire en garantissant leur anonymat.

Pour être plus précis, la boucle solidaire va passer par un partenariat essentiel : celui de **l'épicerie sociale Pain d'épices**. Zeybu crédite (donc avec le produit des ventes des dons solidaires transformé en monnaie *Zeybu Solidaire*) le compte Zeybux de l'épicerie. L'épicerie crédite alors les comptes Zeybux des adhérent.es bénéficiaires de la boucle, toujours en garantissant l'anonymat.

Un autre partenariat est mis en place avec le CCAS de la ville d'Eybens. Celui-ci met à disposition un local gratuitement pour le Zeybu marché et il identifie les bénéficiaires de l'aide alimentaire à partir de critères sociaux et en fonction de la taille de la famille.

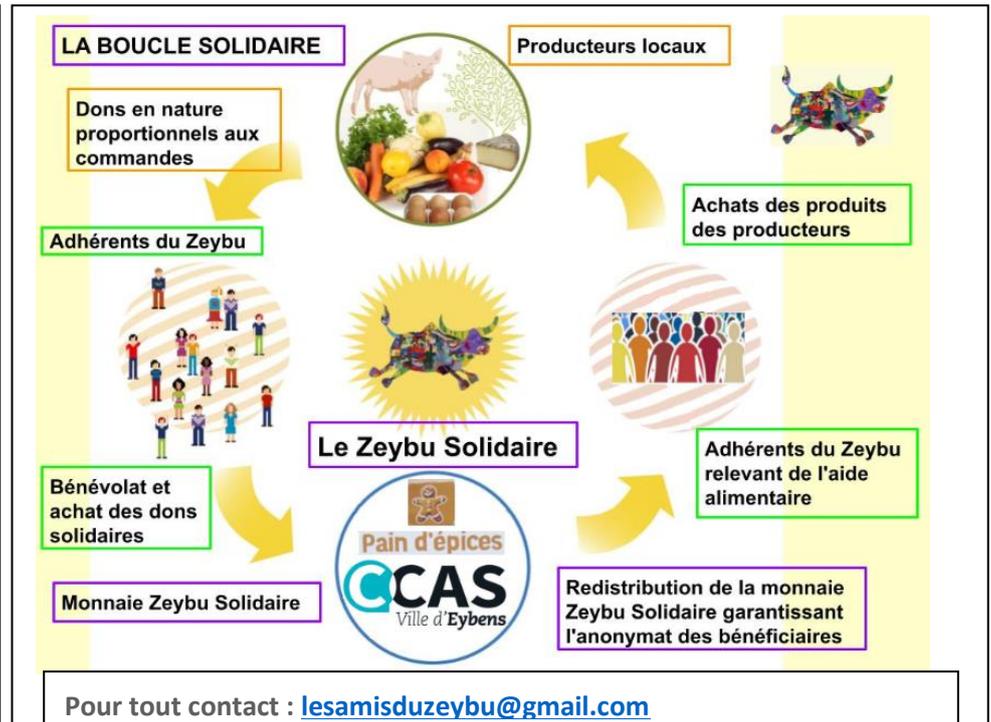
Ces deux partenariats sont l'élément clé de voûte de la boucle solidaire Zeybu.

Les personnes concernées peuvent ainsi acheter des produits de qualité et exercer leur citoyenneté sans être « identifiées » comme bénéficiaires de l'aide alimentaire. Simple comme génial, non ? Et si vous trouviez des ami.es, voisin.es pour en créer un ?

Le projet Zeybu a été lauréat des premiers Etats Généraux de l'Economie Sociale et Solidaire en juin 2011.

Il a été lauréat du prix international REVE EXCELLENCE AWARD en juin 2013 à Bruxelles. Identifié par l'AEIDL parmi les 25 initiatives locales « qui réinventent l'Europe » en Février 2014 à Bruxelles.

En 2022, l'association est invitée à Brest pour « la Convergence des transitions » sur le thème des usages coopératifs et invité aux rencontres nationales du RNMA à Grenoble, invité aux rencontres OIDP à Grenoble.



DEVENIR « GUIDE » OU « MAÎTRE COMPOSTEUR »

Première précision importante pour le développement de ce type d'emploi : à compter du **1^{er} janvier 2024**, et en raison de l'entrée en vigueur de la loi AGECE (*Anti-Gaspillage pour une Économie Circulaire*), la collecte et le traitement des biodéchets à la source deviennent obligatoires.

40 % des déchets proviennent de nos cuisines. Actuellement, la plus grosse partie d'entre eux sont incinérés ou enfouis. Pourtant, une portion conséquente pourrait être valorisée. De même pour les déchets végétaux provenant des jardins des particuliers et des collectivités.

Le compostage est bien entendu la solution écologique la plus intelligente. Le compost est un amendement très efficace pour nourrir les cultures hors-sol ou en pleine terre. Il permet d'enrichir la terre de manière naturelle.



Néanmoins, il faut bien le dire: les postes sont encore très rares. Mais ils vont certainement augmenter de manière conséquente dans les années qui viennent (comme d'habitude, nous sommes encore « en avance » dans un monde qui a plus de cinquante ans de retard !). Des collectivités recrutent mais cela nécessite d'être mobile au niveau géographique.

Il faut distinguer deux types de postes : le *guide composteur* et le *maître composteur*.

Concrètement, le métier de *guide composteur* consiste à aider les *référénts de site* (bénévoles) dans le processus de compostage. Il peut être responsable de plusieurs sites au sein d'une même zone ou collectivité. Son rôle est de s'assurer que les éléments ajoutés respectent les proportions nécessaires pour avoir un bon compost (et c'est bien plus délicat qu'on ne le croit !).

Le rôle du guide composteur n'est donc pas seulement technique et il doit créer et maintenir des liens avec les habitants, créer et gérer un réseau avec les différents acteurs. Il doit donc savoir bien communiquer auprès du grand public.

Le *maître composteur* quant à lui, doit avoir une vision plus large et territoriale pour déterminer, par exemple, les emplacements des sites de collectes et de compostage. Dans une approche stratégique, il doit veiller au développement et au bon fonctionnement des sites. Il doit également animer ses relais de terrain (guides composteurs et référents de site). Il doit pouvoir accompagner et conseiller les pouvoirs publics dans leurs politiques publiques de gestion des déchets.

Pour aller plus loin

- Article sur « [Mon job de sens](#) »,
- Article sur « [Orientation Environnement](#) »,
- [Ademe, les formations](#)

Des formations : consulter le catalogue de formations du [Réseau Compost Citoyen](#)

En région AURA, il existe deux organismes de formation :

[Les épigées](#) à Chambéry. Née d'une initiative citoyenne, la structure accompagne des collectivités, élus, habitants et professionnels au développement de projets territoriaux de prévention et gestion des biodéchets.

Les principales actions sont :

- 1/ L'expertise et le conseil pour accompagner le développement du compostage de proximité
- 2/ La formation (Référént de site, Guide Composteur, Maître composteur)
- 3/ La promotion du compostage via des actions de sensibilisation (conférences, ateliers, animations, défi zéro déchet etc.)

[Trièves compostage & Environnement.](#)

Association basée à Mens, dans le sud Isère, qui œuvre activement depuis 2006 à la réduction des déchets, notamment par le biais du compostage de proximité (domestique et collectif).

[Les alchimistes](#) collectent les déchets alimentaires des professionnels à Lyon, Villeurbanne, Caluire-et-Cuire et en périphérie lyonnaise. Ils transforment ces biodéchets localement sur leur plateforme de compostage située à Vénissieux. Ils accompagnent entreprises, écoles et collectivités locales

[OUI COMPOST](#), une initiative concrète pour la restauration durable à Lyon. OuiCompost collecte à **vélo** et composte les déchets organiques des restaurateurs. Suivre leurs recrutements sur leur site.

FORMATION OIKOS

Oyé !! oyé !! Ce message s'adresse à tous les passionnés de l'écoconstruction, et aux personnes en quête d'une nouvelle aspiration professionnelle qui a du sens ! Le recrutement de notre "Dream Team CREB 2024" est ouvert !

Connaissez-vous la formation de Formation "Coordinateur.rice en rénovation énergétique biosourcée" ?

[Oïkos, la Maison, son Environnement \(Ecoconstruction & rénovation écologique\)](#) a conçu et délivre depuis près de dix ans une formation diplômante niveau 5 (Bac +2) complète inscrite au RNCP dédiée à la rénovation énergétique de l'habitat, qui repose sur une approche globale de la rénovation énergétique de l'habitat individuel : maîtrise de l'énergie dans le bâti, connaissance des écomatériaux et de leur mise en œuvre, spécificités du bâti ancien, qualité environnementale, coordination de travaux, économie de la construction...



Elle s'adresse à des profils diversifiés, que vous soyez issu.e du bâtiment ou en reconversion professionnelle et quelle que soit votre situation professionnelle (en emploi ou non) et vous ouvre à de multiples opportunités de carrières à forte valeur ajoutée.

N'hésitez plus à vous inscrire : <https://framaforms.org/creb-2024-1694428361>. Des dates de réunions d'information seront proposées sur notre page internet où vous pourrez vous positionner grâce à un formulaire en ligne :

<https://oikos-ecoconstruction.com/formation-ecoconstruction/formation-longues-2/>

Pré-requis

- Un niveau d'étude équivalent au BAC ou au CAP si vous avez au moins 3 ans d'expérience dans le bâtiment (professionnelle, personnelle ou associative)
- Un projet professionnel dans la rénovation écologique
- Une aptitude physique liée à la mise en œuvre pratique sur chantier. En cas de doute, merci de nous en informer au minimum un mois avant le début de la formation. Un certificat médical pourra être demandé.
- Une réelle envie de réussir

Objectifs

A l'issue du cursus complet de la formation, vous serez capable de :

- Préconiser un système naturel d'amélioration du confort d'été pour éviter les recours à la climatisation
- Concevoir un projet de rénovation énergétique biosourcée
- Mettre en œuvre les procédés d'isolation de l'enveloppe du bâtiment
- Assister le maître d'ouvrage dans la coordination de la réalisation des travaux d'amélioration thermique
- Réaliser un état des lieux et calculer le bilan énergétique d'un bâtiment existant

Oïkos

Formation Agriculture

Plusieurs CFPPA de la région AURA (dont le CFPH de Lyon-Ecully) sont associés pour proposer des parcours entièrement en distanciel sur les métiers agricoles, notamment du végétal : aménagement paysager, production horticole, fleuriste, installation agricole (maraichage, plantes aromatiques et médicinales, ruminants).

Plus d'informations sur le site : <https://www.vertuel-formations.fr/>

De plus, en présentiel, le CFPH a deux rentrées prévues le 10 janvier 2024 :

CAPa MA horticulture et maraichage : 6 mois de formation dont 6 semaines de stage

BPREA maraichage: 9 mois de formation, dont 8 semaines de stage

Plus d'informations sur le site internet : <https://www.agri-lyon-dardilly-ecully.fr/formation-professionnelle-continue/>

Il reste des places, financements possibles pour les demandeurs d'emploi par la Région notamment.

L'institut Transitions propose des formations et des accompagnements sur mesure

[L'Institut Transitions](#) propose des formations et des accompagnements adaptés au contexte et aux défis d'une organisation, d'une équipe ou d'une personne dans ses missions professionnelles.

D'une formation de 3 heures auprès d'une équipe de terrain à une mission de formation et d'accompagnement d'une institution ou d'une collectivité territoriale de quelques semaines à quelques mois, ces formations s'ajustent aux enjeux que rencontrent les organisations.

Pour tout savoir, c'est [ICI](#)

Récits se lance dans l'intermédiation 😊 !

Notre lettre, vous l'aurez compris n'est qu'un support, qui doit permettre de faciliter **les initiatives et les transitions**, que ce soit dans le champ du salariat ou dans la création d'activités non salariées.

Diffusée à plus de **1600 structures**, cette lettre peut aussi être un moyen de vous présenter et de vous faire connaître.

Vous souhaitez avoir un petit encart pour vous présenter, en expliquant les grandes lignes de votre profil, le poste recherché ou le projet travaillé (recherche d'associés) ?

Rédigez-nous une proposition et nous la passerons dans le numéro suivant !

(Nous assurerons la transmission des messages et vous n'êtes donc pas obligés d'indiquer vos coordonnées personnelles).

ANCIELA RECRUTE LA NOUVELLE PERSONNE COORDINATRICE DU MAGAZINE AGIR A LYON

Après 3 ans de bons et loyaux services, Pauline, s'apprête à quitter ses fonctions de coordinatrice du magazine Agir à Lyon, fin 2023 ou tout début 2024. Nous sommes donc à la recherche de sa relève ! L'objectif de la personne qui prendra sa suite : être la ou le chef-fe d'orchestre de ce magazine mensuel qui met en lumière celles et ceux qui font bouger la transition écologique et solidaire dans la région lyonnaise.

Vous êtes engagé-e, motivé-e, intéressé-e par les médias indépendants et la transition écologique et solidaire dans la région lyonnaise ? Vous avez entre 3 et 4 années d'expérience en gestion de projets, management et aimez écrire ? Postulez !

Toutes les informations [ICI](#)

LA FNE RECRUTE DES EDUCATEUR/<EDUCATRICES A L'ENVIRONNEMENT

CDD du 10 janvier 2024 au 12 juillet 2024 (évolution possible sur CDI en cas de pérennisation de certains projets).

Mission :

L'essentiel de la mission portera sur les interventions en animation auprès de différents publics essentiellement scolaires (primaires, collèges), mais aussi auprès de familles ou groupes d'adultes.

Il/elle devra assurer la réalisation des programmes qui lui seront confiés, de la phase initiale à la réalisation, jusqu'à l'évaluation. Cela pourra comprendre, selon les cas, les réunions (concertation, suivi, bilan...), la réalisation d'outils pédagogiques et de scénarios d'activités, la rédaction de bilans d'activités.

Il/elle se verra attribuer des dossiers et programmes permettant d'avoir une bonne connaissance des territoires et thématiques abordés.

Déplacements potentiels dans tout le département du Rhône. Travail occasionnel le soir ou Week-End.

Profil :

- Niveau de qualification requis : BPJEPS EEDD ou similaire ; BTS GPN ; diplômes d'animation (BAFA, BAFD) avec L2 ou L3 biologie ou développement durable ou plus. Compétences naturalistes attendues.
- Une expérience dans une structure comparable à FNE sera appréciée, ainsi que tout autre diplôme (PSC1, ...) ou compétence en rapport avec les activités.
- Expériences / connaissances dans les domaines du jardinage ou du paysagisme appréciées
- Connaissances dans le domaine de l'environnement indispensable (écologie, faune, flore, eau, aménagement du territoire ...)
- Aptitude au relationnel confirmée (nécessité d'un esprit d'équipe, contact avec les partenaires et le public)
- Capacités pour les activités pédagogiques, expérience d'animation souhaitée
- Forte motivation
- Aptitude rédactionnelle confirmée
- Aptitude à l'évaluation

Salaire 1854,37euros bruts / mois (groupe B coeff 265 de la convention ECLAT, ex-animation) au 1er janvier 2024.

Lettre de motivation et CV à adresser à Madame la Présidente par mail avec l'objet « Recrutement CDD EEDD » à l'adresse suivante : rhone@fne-aura.org. Réception des candidatures avant le 24 novembre 2023
Entretien le 7 décembre 2023. Test écrit 10 minutes (mise en situation) puis entretien de 1h.

Se documenter



*A l'heure où nous terminons de finaliser ce numéro, l'armée Israélienne vient de déclencher une offensive meurtrière sur la prison à ciel ouvert qu'est Gaza. Comme l'affirme encore l'ONU, **nous ne pouvons accepter que l'horreur réponde à la terreur.***

*Il est intolérable que les soutiens à la cause palestinienne, **pour une paix juste et durable** soit criminalisés comme ils le sont aujourd'hui, ou que la moindre critique faite à l'encontre du régime israélien **d'extrême droite** serve à nourrir de grotesques et abjectes accusations d'antisémitisme ou de complaisance envers le terrorisme. Si notre sujet est l'écologie, nous considérons que toute personne qui aujourd'hui se tait, se rend complice d'un **crime contre l'Humanité**. Nous faisons nôtre le communiqué du **Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens**.*

La Rédaction de Récits, 29 octobre 2023.

Halte au massacre à Gaza ! La France doit demander un cessez-le-feu immédiat

Nous exigeons l'arrêt immédiat des opérations militaires contre la Bande de Gaza. L'offensive menée par l'État d'Israël contre la population de la Bande de Gaza, ses habitations, ses infrastructures est d'une violence sans précédent.

Nous condamnons les crimes de guerre commis par des commandos du Hamas contre des civils israéliens, crimes qui ont coûté la vie à plus de 1400 personnes dont des centaines de femmes et d'enfants. Comme tout peuple opprimé, le peuple palestinien a le droit de résister, mais rien ne peut justifier de tels actes.

Ces crimes ne peuvent en aucun cas justifier qu'Israël commette d'autres crimes de guerre avec l'aval de ses alliés. Chaque victime civile israélienne comme palestinienne est à déplorer. Chaque vie compte autant qu'une autre à nos yeux. Nous exigeons la libération immédiate de tous les civils pris en otage.

Des quartiers entiers de la Bande de Gaza ont été rasés, des écoles, des universités, des hôpitaux détruits. On compte ce 18 octobre, 3 478 personnes tuées dont 853 enfants et 6 journalistes, dont des centaines de morts dans le bombardement de l'hôpital Al-Ahli de Gaza, 12 500 blessés, et des centaines de milliers de personnes déplacées qui se trouvent sans abri. Du fait d'un siège inhumain, l'eau, l'électricité et la nourriture manquent cruellement. Déjà durement touchée, la population de la Bande de Gaza est au bord d'une catastrophe humanitaire majeure. Ce sont des crimes de guerre et qui visent aujourd'hui les hommes, les femmes et les enfants de la Bande de Gaza, au nombre de 2,2 millions.

Nous demandons d'urgence au président de la République de cesser son soutien inconditionnel à la politique israélienne. La France devrait porter la voix de la paix.

La France doit demander la levée immédiate du siège inhumain imposé à la population de Gaza, et l'annulation de l'ordre d'évacuation de la moitié du territoire de la Bande de Gaza. Au-delà de la catastrophe humanitaire que nous dénonçons, rien ne peut justifier la destruction massive des infrastructures civiles qu'impliquerait une telle opération.

Nous exigeons l'arrêt des opérations militaires contre la Bande de Gaza, dont les populations civiles sont et seront les principales victimes, dans le cadre d'un cessez-le feu total et immédiat.

Depuis des dizaines d'années la communauté internationale est restée passive sans faire appliquer le droit international devant les dénis des droits du peuple palestinien : occupation sans fin et colonisation de la Cisjordanie y compris Jérusalem-Est, blocus destructeur et inhumain de la Bande de Gaza depuis 16 ans...

Une paix juste et durable ne sera possible que dans le cadre de la reconnaissance des droits du peuple palestinien. (...)

Les libertés d'expression et de manifestation, libertés démocratiques fondamentales, doivent être respectées.

Paris, le 19 octobre 2023

DISSOLUTION DES SOULEVEMENTS DE LA TERRE : LA DECISION MISE EN DELIBERE

Lors d'une audience au Conseil d'État, le 27 octobre, le rapporteur public a donné des arguments en faveur d'une dissolution des Soulèvements de la Terre. La décision de l'institution ne sera connue que plus tard.

(...) « *Les conclusions du rapporteur public sont inquiétantes* », certifie Me Sébastien Mabille, l'un des avocats des associations requérantes au côté des Soulèvements de la Terre. Le 27 octobre, de nombreux militants et soutiens du mouvement écologiste se sont rassemblés devant le Conseil d'État, qui débattait d'une dissolution ou non de la coalition, souhaitée par le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin. Si la décision des juges ne sera pas connue avant plusieurs semaines, l'audience n'a présagé rien de bon pour les Soulèvements de la Terre. [Lire la suite de l'article de REPORTERRE](#)



Des soutiens des Soulèvements de la Terre devant le Conseil d'État, le 27 octobre 2023. -

© NnoMan Cadoret/Reporterre

QUI EST CONCERNE PAR LA DISSOLUTION DES SOULEVEMENT DE LA TERRE ?

Ce qui est en jeu aujourd'hui est gravissime : le Conseil d'Etat pourrait décider dès la semaine prochaine que tous les groupes qui feront "de la provocation à des violences envers les biens" pourraient être dissous, donc en gros tous ceux qui font de la désobéissance civile !

Allons-nous vers la surveillance de 155000 personnes ? Allons-nous assister à la réduction drastique de la liberté d'association, la liberté de manifester, la liberté d'expression et la liberté de réunion ?



[Source : Partager C'est sympa](#)

LA VIE SUR TERRE EST EN « ETAT DE SIEGE » : LA MISE EN GARDE RETENTISSANTE DE CHERCHEURS INTERNATIONAUX !

Dans un nouveau rapport paru ce mardi 24 octobre, des scientifiques alertent sur la dégradation des signes vitaux de la Terre. Au terme d'une année 2023 de tous les records, les scientifiques appellent à un sursaut collectif (à mettre en lien avec les deux brèves précédentes, ndlr !).



« *Les signes vitaux de la Terre se sont affaiblis au-delà de tout ce que l'Homme a pu observer jusqu'à présent, au point de mettre en péril la vie sur la planète.* » C'est le constat lapidaire que dresse une coalition internationale de scientifiques dans un rapport publié mardi 23 octobre dans la revue [Bioscience](#). Le risque, à terme : « *vivre dans un monde caractérisé par une chaleur insupportable et des pénuries de nourriture et d'eau douce* », (...). Pour arriver à cette conclusion, les chercheurs se sont notamment basés sur les 35 signes vitaux de la Planète, dont 20 se situent à des niveaux extrêmes. Lire l'article [ICI](#).

Se documenter

PAS MOINS DE 43 MILLIONS D'ENFANTS DEPLACES EN SIX ANS SELON L'UNICEF

Le **Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF)** a récemment publié un rapport alarmant. Selon ce document, pas moins de 43 millions d'enfants ont été déplacés entre 2016 et 2021 en raison du changement climatique, soit une moyenne de 20 000 par jour.

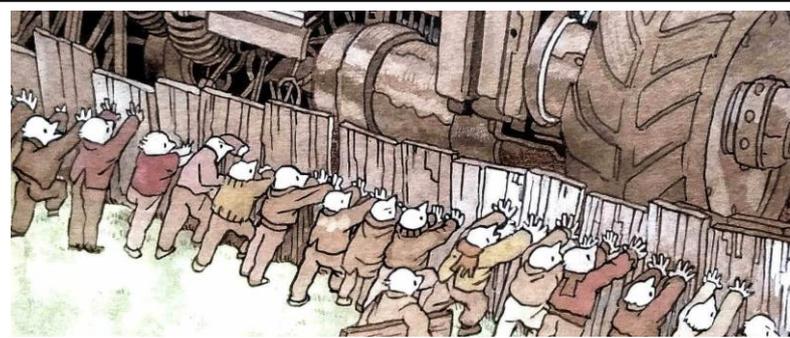
Une situation dramatique qui pourrait encore s'aggraver. En 2022, **OXFAM** France évoquait une augmentation progressive du nombre de réfugiés climatiques. Les projections annonçaient une progression allant de 260 millions de réfugiés climatiques en 2030 jusqu'à **1,2 milliard en 2050**. La situation est donc critique. Rappelons au passage que le terme « réfugié climatique » concerne des personnes forcées de fuir leur lieu de vie lorsque leur existence est menacée par les aléas climatiques exacerbés par les actions humaines. Il peut s'agir de sécheresses, d'inondations et tempêtes, dont les apparitions sont de plus en plus fréquentes ou intenses.

Si les chiffres concernent souvent les réfugiés climatiques dans leur globalité, il est important de rappeler que parmi ces populations, se trouvent des enfants. Le 6 octobre 2023, l'UNICEF a donc publié un rapport qui estime à 43,1 millions le nombre d'enfants déplacés entre 2016 et 2021 en raison du changement climatique. Ce rapport incarne la première analyse mondiale concernant le nombre d'enfants ayant dû fuir leur habitat suite à des événements climatiques extrêmes. Or, cette tendance a malheureusement de fortes chances de s'aggraver à l'avenir.



Certaines régions semblent en tout cas plus vulnérables que d'autres. Le rapport souligne que les trois pays ayant enregistré le plus grand nombre de déplacements d'enfants sont les Philippines (9,7M), l'Inde (6,7M) et la Chine (6,4M). Ces pays ont une population très large comportant de très nombreux enfants et ont une situation géographique favorable aux événements climatiques extrêmes. Par ailleurs, le rapport pointe aussi une vulnérabilité au niveau de l'Afrique ainsi que des petits pays insulaires.

Source : [Science post](#)



Pour suivre l'actualité des luttes :

<https://lessoulevementsdelaterre.org/>

Le mouvement des Soulèvements de la Terre ne peut pas être dissout car il est multiple et vivant. On ne dissout pas un mouvement, on ne dissout pas une révolte. Nous appelons toutes et tous à nous rejoindre pour rendre caduque cette tentative d'étouffement.

Pour signer, c'est [ICI](#) !

LE SYSTEME ALIMENTAIRE MONDIAL MENACE DE S'EFFONDRE (BLAST)



« L'agriculture est la pire chose que l'humanité ait faite pour la planète ». Voilà ce qu'écrit George Monbiot, journaliste et éditorialiste pour le quotidien The Guardian dans son dernier livre "Nourrir le monde". Une affirmation qui peut paraître choquante puisqu'à priori l'agriculture existe pour nous nourrir. Et pourtant c'est l'une des activités qui a l'impact le plus néfaste sur la planète et ses ressources. Un tiers des émissions de gaz à effet de serre dans le monde sont produites par le système alimentaire et l'agriculture est la première cause de déforestation.

L'agriculture intensive menace la santé humaine et met en danger le monde vivant.

Pour visionner la vidéo, c'est [ICI](#).

Se documenter

EN FRANCE, LE LENT DECLIN DES FORET CONSTATE PAR L'IGN



Un malade dont l'état ne cesse de se dégrader. En France, les forêts sont confrontées à un double phénomène. D'un côté, leur surface ne cesse d'augmenter depuis le XXe siècle sous l'effet de la poussée du bois. De l'autre côté, les arbres affichent une santé déclinante en raison du changement climatique. Voici le sombre portrait dressé par l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN) dans son inventaire national forestier de 2023.

Si la situation est moins dramatique que par rapport à l'année 2022 (année « exceptionnelle » marquée par de violents incendies dans le Sud-Ouest), les données récoltées par l'IGN s'avèrent particulièrement alarmantes.

A lire dans [GEO](#).

SECHERESSES : LES NAPPES CONTINUENT DE SE VIDER

Début octobre, la sécheresse continuait de sévir fortement en France métropolitaine. La situation est à la fois critique d'un point de vue météorologique, tel que le relève Météo-France dans un bulletin du 10 octobre, et d'un point de vue hydrologique, comme l'analyse de son côté le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) dans son état des lieux des nappes d'eau souterraine au 1er octobre.

Côté météo, le manque de pluie se fait cruellement sentir. En septembre, le déficit de précipitation était en moyenne de 20 % en France métropolitaine, selon Météo-France.



Et c'est encore pire depuis le début du mois d'octobre où, entre le 1er et le 8, « *le pays n'a quasiment reçu aucune précipitation, si ce n'est de très faibles précipitations dans les Ardennes et le nord des Alpes* ».

La forte chaleur tardive qui s'est abattue sur le pays a également contribué à assécher les sols, en augmentant l'évapotranspiration. Pour la première fois de leur histoire, de nombreuses villes ont franchi la barre des 30 °C en octobre. C'est, entre autres, le cas de Tours, Clermont-Ferrand, Lyon, Aix-en-Provence, Rodez ou Limoges, liste Météo-France. Conséquences : des sols plus secs que la normale, à un niveau comparable à 2022, à part sur le bassin de la Seine où l'on reste près de la normale.

A lire sur [REPORTERRE](#)

SANTE ET CLIMAT : 7 BONNES RAISONS DE LUTTER CONTRE LE RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE



Source : [BON POTE](#), excellent site (et très sérieux) de vulgarisation scientifique. Cet article sur la santé et le climat est écrit par **Kévin Jean**, maître de conférences en épidémiologie au Conservatoire national des arts et métiers à Paris. Ses travaux portent entre autres sur les bénéfices pour la santé de l'action climatique. Le dérèglement climatique est ainsi devenu une **menace majeure pour la santé physique et mentale**, au point que dès 2015, la commission scientifique sur la santé et le changement climatique du journal Lancet, mettait en garde : "Les effets du changement climatique pour une population mondiale de 9 milliards de personnes menacent de renverser un demi-siècle de progrès en termes de développement et de santé publique".

L'ALERTE DES CLIMATOLOGUES : « LES POLITIQUES ACTUELLES NOUS CONDUISENT VERS UNE PLANÈTE INVIVABLE »

C'était en 2002, Jacques Chirac, « *La maison brûle et nous regardons ailleurs* ». 20 ans plus tard, si les dirigeants de la planète se sont mis d'accord en 2015 pour limiter le réchauffement à 1,5 degré par rapport au niveau préindustriel, cet accord de Paris serait-il déjà caduc ? Des records de températures, des sécheresses, des événements extrêmes viennent nous rappeler quasiment tous les jours, en tout cas très fréquemment, que le climat change sous nos yeux et pendant ce temps, notre modèle économique très vorace en énergies fossiles ne change qu'à la marge. [Source Mediapart](#).



Pour soutenir Mediapart et permettre la réalisation d'autres vidéos, c'est [ICI](#)

Autoroute A 69 : la lutte continue !

Des opposants à l'A69, surnommés « écureuils », ont été délogés le 16 octobre des platanes qu'ils occupaient depuis 45 jours dans le Tarn. Certains arbres ont ensuite été abattus.

« *Force restera à la loi et à l'État de droit.* » Les mots du ministre délégué aux Transports auraient dû mettre la puce à l'oreille. Le 16 octobre, dans un communiqué de presse, Clément Beaune affirmait une bonne fois pour toutes le maintien du projet d'autoroute A69 entre Toulouse et Castres : « *Le chantier sera mené à son terme.* » Aussitôt dit, aussitôt fait. Le matin même de l'annonce, les travaux ont repris de plus belle... et une opération, fort symbolique, a été lancée.

Aux alentours de midi, des véhicules de la gendarmerie ont débarqué par dizaines aux abords de la zone d'activités de La Prade, à Soual. Objectif des forces de gendarmerie : déloger les militants surnommés « écureuils », perchés dans quatre platanes depuis quarante-cinq jours. « *Ces arbres ont connu les deux guerres, les charrettes avant les voitures. Et voilà qu'en 2023, on les réduit en confettis* », dénonce Thomas Brail, qui avait mené une grève de la soif... Lire l'article sur [REPORTERRE](#).

A lire aussi : les propositions alternatives concernant ce projet écocidaire :

« [Véloroute, arbres et agriculture... Le projet alternatif des opposants à l'A69](#) »

LES CYCLES DE L'EAU MENACÉS PAR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LES ACTIVITÉS HUMAINES

Selon un nouveau rapport de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), le cycle hydrologique s'emballe sous l'effet du changement climatique et des activités humaines. La sécurité de l'eau pour des millions de personnes est ainsi menacée. L'étude note que les épisodes de sécheresse et de précipitations extrêmes se soldent par un lourd bilan humain et économique. La fonte de la neige, de la glace et des glaciers vient accroître des risques tels que les inondations et menace la sécurité de l'approvisionnement en eau à long terme pour des millions de personnes. [Source UN](#).



[Transitionecologique.org](#)

est un site sur lequel vous trouverez un **cours en ligne**, une **revue de presse**, et de nombreuses **ressources** (et tous les **anciens numéros de Récits**).



Soutenez Reporterre !

 **Reporterre**
Le média de l'écologie

AGENDA

7 novembre – Webinaire, réunion d'information sur le dispositif d'accompagnement d'Alter'Incub (la suivante étant le 23 novembre)

Alter'Incub vous accompagne pas à pas dans la construction de votre projet socialement innovant, avec des programmes d'accompagnement sur-mesure et modulables, adaptés à la maturité de votre projet.

Inscrivez-vous [ICI](#) pour en apprendre plus sur les programmes :

-**Entreprendre demain**, un programme 100% collectif pour valider son potentiel d'innovation sociale et sa démarche d'entrepreneuriat collectif

-**Bâtir demain**, un programme sur-mesure pour poser les fondations d'une nouvelle activité économique, créer les conditions d'une coopération réussie et transformer la société

Les programmes s'adressent aux :

* Porteur-euse de projet **individuel** qui souhaite entreprendre **collectivement**

* **Collectif** de porteurs et porteuses de projet

* Collectif **multi-acteurs**

* Entreprises de l'**ESS en développement**

Pour s'inscrire aux webinaires d'informations : <https://aura.alterincub.coop/webinaire-d-information>

7 novembre – Anciela, Temps d'accueil « Envie d'agir », Lyon

Parce qu'il est parfois difficile de savoir par quoi commencer lorsque l'on veut agir pour l'écologie et la solidarité... **Ces temps d'accueil s'adressent à toutes les personnes qui souhaitent s'engager et se posent des questions.** Anciela reçoit chacun avec un rendez-vous personnalisé, autour d'un thé ou d'un café.

Sont présentées également des **petites annonces d'associations** qui ont besoin de bénévoles en ce moment, mais aussi une carte des initiatives de quartier dans la Métropole, pour trouver une action à rejoindre près de chez soi. **Rendez-vous tous les mardis entre 16h et 19h30**

Toutes les informations [ICI](#)

8 novembre – Projection du film « De l'eau jaillit le feu », MJC Monplaisir, Lyon

En présence du réalisateur Fabien Mazzocco et d'associations partenaires.

Dans le marais Poitevin, des milliers de personnes sont aujourd'hui engagées dans une lutte contre un projet de **méga-bassines**. Comment ce territoire à l'image si tranquille est-il devenu l'épicentre d'une véritable guerre de l'eau ?

Plus d'informations [ICI](#).

11 novembre : les Cigales fêtent leurs 40 ans ! Maison de l'environnement, Lyon

40 ans que de doux rêveurs (ou de fervents optimistes c'est selon) ont décidé de créer ce merveilleux outil qui permet de reconnecter directement, sans intermédiaires, citoyens et porteurs de projet, au service de leur territoire. Et en Auvergne Rhône Alpes, les Cigales vont fêter cela dignement tous en :

- Publiant une étude qui rendra compte de l'impact des CIGALES sur les entrepreneurs et les citoyens qui s'y engagent
- Organisant un évènement festif, **le samedi 11 novembre** à la **Maison de l'Environnement**. L'objectif est de réunir les cigaliers-ères, les entreprises cigalées et les curieux-ses qui souhaitent découvrir ce fantastique dispositif d'épargne citoyenne !

Toutes les informations [ICI](#).

Du 11 au 30 novembre : Festival des Solidarités Lyon et Métropole 2023

Depuis plus de 20 ans, le Festival des Solidarités est le rendez-vous national pour promouvoir et célébrer une solidarité ouverte au monde.

Des animations conviviales et participatives pour vous faire découvrir la solidarité, ici et dans le monde, sous toutes ses facettes. A Lyon, depuis 2017 c'est la **Maison des solidarités locales et internationales**, avec le concours de la **Ville de Lyon** et de la **Métropole**, qui assure l'organisation et la coordination de cet événement auquel participent plus 90 acteurs associatifs et structures.

Plus d'informations [ICI](#)

AGENDA

13 novembre : soirée des collèges, Maison du vélo, Lyon

La Maison du Vélo organise avec la Métropole de Lyon une soirée d'information et d'échanges pour développer la pratique du vélo chez les collégiennes et collégiens de l'agglomération.

Au programme : une présentation du récent guide de l'Ademe sur le sujet, des informations sur le montage de ces projets, une intervention autour du « Pouvoir rouler régulièrement » et des témoignages de projets menés. Sur inscription. Cet événement est réservé au personnel éducatif et délégués de parents d'élèves des collèges de la Métropole de Lyon.

Toutes les informations [ICI](#).

14 novembre : la structuration des métiers de l'accompagnement de la vie associative locale, Table ronde, Lyon

A partir de la recherche action autour d'un référentiel métier « *Accompagnateur / Accompagnatrice de la vie associative locale* » menée par le RNMA (Réseau national des Maisons des Associations) et le CIEDEL (Centre International d'Etudes pour le Développement Local), coconstruite avec un réseau d'acteurs/actrices de l'accompagnement, il s'agira d'interroger les dynamiques à l'œuvre dans ce secteur et leurs potentiels effets instituants et/ou émancipateurs.

Le secteur de l'accompagnement de la vie associative locale connaît des évolutions : les besoins des structures accompagnées changent (enjeux en mouvement sur les modèles économiques, le renforcement de la place du numérique, les transformations des modes d'engagement bénévoles et militants) et les politiques publiques dédiées à cette activité sont également en mutation. Les acteurs et actrices de l'accompagnement initient des démarches de structuration de leurs métiers.

Toutes les informations [ICI](#)

16 novembre : la soirée tables de découverte (Mouvement de palier), Lyon

Mouvement de palier (tri des déchets) est en transition : de nouveaux projets émergent, de nouvelles actions voient le jour et l'association a besoin de toi pour continuer de mener son projet ! Ainsi, tu es invité.e à la soirée tables de découverte de l'engagement à Mouvement de palier ! Ce sera l'occasion de rencontrer des bénévoles de l'association et d'explorer ensemble toutes les possibilités !

Toutes les informations [ICI](#).

18 novembre : la journée CLE - édition 2 - ALEC Lyon

Le temps d'une après-midi, venez à la rencontre d'acteurs de votre territoire engagés dans la transition écologique. Trouvez réponses à vos questions et creusez vos envies d'agir !

Cette journée, événement phare dédié à la transition énergétique et à la lutte contre le changement climatique, se tiendra le samedi 18 novembre 2023, de 13h à 18h. Une journée qui a pour objectifs de favoriser les échanges, de partager les bonnes pratiques et d'explorer des pistes concrètes pour agir en faveur de la transition écologique, avec tout ce que cela peut impliquer de gestes, de projets et d'usages autour du logement, de l'énergie et en faveur du climat.

Toutes les informations [ICI](#).

AMAP Auvergne Rhône-Alpes, Cycle de rencontres web

Décryptons l'agriculture paysanne ! (9 RDV en 2023)

Vous êtes curieuses d'en apprendre plus sur le monde agricole et ses enjeux politiques, mais sans trop enfilez vos bottes pour l'instant ? Parfait ! **Rendez-vous sur un (ou plusieurs) rendez-vous du cycle de 9 web-rencontres pour décrypter l'agriculture paysanne et ses enjeux actuels**, avoir des clés et des outils pour agir pour maintenir et développer cette agriculture résiliente et soutenir les fermes.

Le prochain rdv : **21 novembre. La finance solidaire au service des fermes.**

Cagnotte solidaire, campagne de crowdfunding, don, nombreuses sont les initiatives dans le réseau AMAP de financement solidaires au service de projets de développement des fermes ou en réponse à des aléas ou difficultés. Comment les mettre en place, avec quel soutien? Témoignages d'AMAP et paysan.ne.s

Toutes les informations [ICI](#)

AGENDA

18 et 19 novembre : Festival « Les Mauvaises Herbes » – 10e édition ! Chadrac (43)

Ce WE est organisé par l'association Nature & Progrès Haute-Loire, en partenariat avec l'ADEAR 43 et la MPT de Chadrac

Thème du festival : « Tyrannie technologique ou démocratie alimentaire ? Pourquoi ce thème ?

Bassines, pesticides, robotique, génétique et numérique au service de la productivité ou facteur de l'ethnocide paysan ?

En parallèle, dans notre pays riche où l'agriculture se veut productiviste et exportatrice, une personne sur dix doit recourir à des dispositifs d'aide alimentaire : violences alimentaires inouïes autant pour les bénévoles que pour les bénéficiaires.

Et si, dans une société démocratique, l'urgence consistait moins à donner de la nourriture que des droits pleins et entiers ? Vers une Sécurité Sociale de l'Alimentation.

Toutes les informations [ICI](#)

19 novembre : la fresque des déchets (Mouvement de palier), Lyon

La Fresque des Déchets propose de découvrir cet iceberg dans son ensemble et d'appréhender l'impact de différentes étapes de la gestion des déchets et de ses implications.

Le jeu de la Fresque des déchets est un outil collaboratif inspiré de La Fresque du Climat qui se focalise sur...intense suspens...les déchets ! Elle permet de découvrir la complexité de leur traitement, ce qu'ils deviennent et leur impact sur l'environnement !

Toutes les informations [ICI](#).

20 et 21 novembre : rencontre Services et Territoires (Adrets, Veynes, Hautes-Alpes)

L'Association ADRETS, son équipe et ses partenaires, est heureuse de vous convier à la rencontre Services & Territoires organisée par l'ADRETS le 21 novembre 2023 (pré-rencontre organisée le 20 novembre) à Veynes (Hautes-Alpes). - En espérant vous y retrouver nombreux et nombreuses.

Toutes les informations [ICI](#).

21 novembre : WEB (R)ÊVER LA CAMPAGNE

Un rendez-vous MENSUEL d'une heure co animé par les référents du Réseau Envie d'R. Un premier rendez-vous pour découvrir les territoires qui peuvent vous accueillir et faire murir votre projet de d'installation à la Campagne par des questions/réponses lors du temps d'échange.

Toutes les informations [ICI](#).

26 novembre au 3 décembre : 37ème Festival du Cinéma Nature & Environnement, Grenoble et Métropole

Organisé par FNE Isère, le Festival du Cinéma Nature & Environnement vous propose 8 jours de projections pour admirer la nature sur grand écran.

AU PROGRAMME : 27 films en compétition dont 16 courts et 11 longs métrages, 1 avant-première et un programme dédié aux familles.

Toutes les informations [ICI](#).

Agenda de l'ADDEAR

Les prochaines dates :

7 novembre 2023 : [Savoir reconnaître la flore de ses prairies pour concevoir un plan de pâturag\(...\)](#)

9 novembre 2023 : [Accueil collectif des porteurs de projet](#)

14 novembre 2023 : [Trouver les statuts adaptés à son projet d'installation et se repérer dans\(...\)](#)

17 novembre : [Visites collectives pour recherche d'associé.e](#)

Accéder au site [ICI](#).

« Récits »... Pour faire quoi ?

L'objet de *RECITS* est de contribuer à la création de liens entre les acteurs.trices de la transition écologique sur la région Auvergne Rhône-Alpes.

En effet, le constat est, malheureusement, le suivant : beaucoup de personnes, d'associations, de collectifs, de petites entreprises, font déjà des choses extraordinaires, mais nous pâtissons toutes et tous d'une logique de « **travail en silo** ».

Autrement dit, nous avons une multitude de *petits réseaux* mais qui ne sont pas connectés entre eux !
Or, développer de la capacité de résilience sur un territoire, c'est bien, avant tout, créer du lien entre les individus et « forces » qui œuvrent à cette résilience !

Les projets auxquels nous nous intéressons peuvent être très divers : entreprises écoresponsables (avec une nette préférence pour le système coopératif !), tiers-lieux, éco-villages, éco-hameaux, fablabs, fermes partagées, collectifs porteurs d'un projet citoyen d'énergie renouvelable, circuits courts et Amap, néo-artisanats, etc. Bref, **nous essayons de documenter au mieux les initiatives inspirantes** et à même d'élargir le **champ d'un nouvel imaginaire porteur d'espoir !**

Pour cela, nous tentons d'apporter notre pierre à l'édifice :

1) Avec ce mensuel qui comporte des textes d'analyse et de réflexion, des interviews, des dossiers thématiques, une rubrique « transitions professionnelles » (formations, articles sur les métiers, sélection d'offres d'emploi), une rubrique « se documenter » et un agenda...

2) Avec l'animation et le développement de deux groupes FB et LinkedIn. Ils sont plus précisément axés sur des **problématiques professionnelles** (reconversions dans la visée de la « transition écologique », création d'entreprise écoresponsables...)

- <https://www.facebook.com/groups/644658780494129>
- et <https://www.linkedin.com/groups/12720983/>

Ces deux groupes rassemblent déjà plusieurs dizaines de partenaires et d'acteurs de l'accompagnement à la transition écologique sur la région, avec des échanges d'informations pratiques (dates à ne pas manquer, actualités de chacun...). Ces groupes offrent aussi la possibilité aux « porteurs de projets » de découvrir éventuellement leur futur.es associé.es !

3) En lien avec Cité Anthropocène (et Radio Anthropocène) ainsi qu'avec le site « Urgence écologique », transitionecologique.org, nous entendons aider à la vulgarisation des informations scientifiques. Ces informations peuvent également être très largement utiles pour nos initiatives (notamment en rapport avec les **parties 7 et 8 du site**, consacrées aux *solutions*).

Vous souhaitez participer ?

Vous pouvez le faire sous différentes formes et en fonction du temps dont vous disposez.

Récits est une initiative entièrement militante et bénévole.

Chacun.e peut apporter sa contribution, aussi modeste soit-elle :

- en nous faisant parvenir un mail (assorecits@gmail.com) pour nous informer d'un événement (et assurer ainsi une véritable couverture de l'agenda qui, pour l'instant, reste très lyonnais),
- en nous envoyant une petite note de lecture, une proposition d'article, d'interview...
- en nous faisant connaître de nouveaux lieux, de nouvelles associations ou coopératives
- ou en participant au **groupe FB ou LinkedIn** (problématiques de reconversions professionnelles)...

N'hésitez pas à nous contacter pour en discuter !